

C.A.P.E.S. DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES : DU PROGRAMME AUX SUJETS

Philippe GUILLOT
IUFM de la Réunion

Les étudiants qui s'inscrivent dans un IUFM pour préparer le CAPES de sciences économiques et sociales n'en découvrent généralement le programme qu'à la rentrée universitaire, lorsque leurs futurs formateurs leur fournissent le texte officiel. Or, ce texte est particulièrement laconique puisqu'il se contente de mentionner que « le programme comprend, pour les épreuves d'admissibilité [...] ainsi que pour l'épreuve d'admission » (autrement dit, les épreuves écrites et l'exposé oral, ce qu'on appelle parfois la « leçon ») « le programme des lycées »¹. Ceci a de quoi, on le conçoit aisément, laisser des étudiants souvent frais émoulus de l'université, doublement perplexes : d'une part, après qu'ils aient tenté d'assimiler les programmes de licence ou de maîtrise, on leur demande d'assimiler, par ce qui leur paraît être une sorte de retour en arrière, un programme du secondaire, d'autre part, parce que ce programme du secondaire n'est nullement détaillé par le texte officiel cité plus haut.

Aussi, à l'usage de ces étudiants (et de tous les candidats, bien évidemment !), il a paru utile de regrouper, dans un document synthétique, les programmes de seconde, de première et de terminale pour les sciences économiques et sociales qui constituent le programme des épreuves « théoriques » (par opposition à l'épreuve sur dossier) de sciences économiques et sociales du CAPES, et dont la connaissance est également nécessaire pour passer l'épreuve sur dossier. Il a également semblé intéressant d'associer au programme du CAPES, dans le même document, la liste de tous les sujets donnés aussi bien au CAPES externe qu'au CAPES interne depuis leur origine, liste qui ne figure plus depuis longtemps dans les rapports des jurys des concours de cette discipline. Ainsi, les candidats découvrent, d'emblée, le type de questions que l'on peut leur poser à l'écrit. L'expérience montre que ces questions, elles aussi, notamment par leur caractère transversal et l'étendue des problèmes qu'elles abordent, laissent nos futurs collègues quelque peu per-

¹ Cf. *Bulletin officiel de l'Éducation nationale*, n° 28, 18 juillet 1991. Voir également le B.O. n° 21 du 26 mai 1994, page 1520.

plexes (et le mot est faible !)². Sur quoi, justement, portent ces questions ? N'y a-t-il pas des thèmes du programme qui sont privilégiés, et ces thèmes ne varient-ils pas selon les époques, selon la conjoncture ou la situation sociale du moment, par exemple ? C'est, en dernier lieu, à cette série de questions que ce modeste travail tentera de répondre brièvement.

Le programme des épreuves de sciences économiques et de sciences sociales du CAPES de sciences économiques et sociales a la particularité d'être le même, nous venons de le rappeler, que celui des lycées. Est-il besoin de préciser, néanmoins, qu'on est en droit d'attendre beaucoup plus des futurs³ professeurs que sont les candidats à ce concours que des lycéens, leurs futurs élèves ? Notons aussi, au passage, que, malgré leur charge de travail, c'est là un atout pour les maîtres auxiliaires de notre matière, notamment les plus jeunes qui préparent le concours externe : ils peuvent, en effet, tout en préparant leur cours, se familiariser avec le programme du concours. Ce n'est généralement pas le cas dans les autres disciplines.

Ce programme inclut donc :

1. Le programme de seconde, option « sciences économiques et sociales », qui s'intitule « La vie économique et sociale » ; les ambitions de ce programme, destiné aux élèves qui sortent du collège et, par conséquent, essentiellement descriptif, sont évidemment modestes, et de nombreuses questions qui y sont abordées seront détaillées plus tard, en première ou en terminale : c'est donc sur ces deux programmes que nous porterons plus l'accent lorsqu'il s'agira de savoir quels thèmes sont privilégiés par les auteurs des sujets⁴.

2. Le programme de première ES qui est intitulé « Mécanismes économiques et organisation sociale » ; nous y avons ajouté celui de l'option « Science politique et société contemporaine » apparue à la rentrée 1996.

3. Celui de terminale ES, enfin, intitulé « L'évolution économique et sociale : croissance, développement, déséquilibres ».

². Et que dire de la surprise et de l'inquiétude des étudiants diplômés en économie qui découvrent les sujets de sociologie, et vice-versa ?

³. Ou des actuels, lorsqu'il s'agit de maîtres auxiliaires ou d'adjoints d'enseignement.

⁴. Concrètement, cela signifie que, dans le programme du concours tel que nous le donnons dans les pages suivantes, ce qui est mentionné comme étant une grande partie du programme de seconde, incluant, par conséquent, plusieurs chapitres, sera considéré comme un simple chapitre. En revanche, nous conserverons la division en « grandes parties » et « chapitres » des programmes de première et de terminale.

Ce programme a été sensiblement modifié ces dernières années, et vient d'être à nouveau « toiletté ». Ces changements qui viennent d'affecter le programme des lycées, et, par voie de conséquence, celui du CAPES, ne sont pas les premiers. En effet, une première série de changements, qui s'était achevée au cours de l'année scolaire 1983-84, avait profondément bouleversé ce programme. C'est pourquoi, dans le tableau récapitulatif que l'on trouvera à la fin, nous avons tenu à distinguer la période qui suit ce changement de programme de celle qui précède. Cette distinction nous a paru d'autant plus pertinente que les années 80 ont été marquées, en matière économique et sociale, par des tendances nouvelles susceptibles d'affecter le contenu des sujets. En outre, il est bien évident que les sujets récents concernent plus les candidats qui préparent le CAPES que des sujets plus anciens qui risqueraient de « dater » un peu.

Pour la commodité de l'analyse, un numéro a été affecté à chaque « chapitre » du programme. Ensuite, nous avons fait figurer, en face de chacun des sujets, le numéro des chapitres qui le concernent, parfois accompagné d'une lettre correspondant à telle ou telle partie de ce chapitre, celui (ou ceux) sur lequel (ou sur lesquels) il porte principalement étant souligné(s), ceci afin de pouvoir mettre en valeur les thèmes mis plus fréquemment en avant par les jurys du CAPES, à une époque ou à une autre, et ceux qu'ils négligent.

1. Le programme des épreuves théoriques de sciences économiques et sociales

La vie économique et sociale

1. Introduction : vivre face à la rareté.
2. Les hommes vivent en société
 - a) La famille et la parenté :
 - les formes et les fonctions principales de la famille ;
 - leur évolution.
 - b) La population active :
 - de la famille à la population active ;
 - définition et mesure de la population active ;
 - les classifications par âge, sexe, formation-qualification ;
 - la répartition en secteurs d'activité et en P.C.S..
 - c) L'État et les organisations sociales :
 - le rôle des pouvoirs publics ;
 - associations et groupes intermédiaires ;
3. Les hommes consomment
 - a) Consommation et revenus :
 - budget des ménages et contraintes budgétaires ;
 - les ressources : revenus et crédits ;
 - les dépenses : les prélèvements obligatoires, le revenu disponible, les divers postes budgétaires ;
 - épargne et patrimoine ;
 - consommations individuelles et consommations collectives.
 - b) Consommations et modes de vie :
 - l'influence des caractéristiques du ménage sur sa consommation : âge, dimension, niveau de revenu, P.C.S., disponibilité en temps ;
 - l'influence de l'environnement économique et social sur la consommation des ménages : publicité, mode, phénomènes d'imitation et de différenciation...
4. Les hommes produisent
 - a) La diversité des unités de production.
 - b) La diversité des combinaisons productives.
 - c) Le travail et les relations humaines dans les unités de production.
 - d) Le résultat de l'activité productive : la valeur ajoutée et sa répartition.
5. Conclusion : relations entre production et consommation.

Mécanismes économiques et organisation sociale

Les activités économiques et leur cadre social

6. Les activités économiques

a) Les agents et leurs relations, le circuit économique :

- les acteurs de la vie économique ;
- les grandes fonctions économiques ;
- le circuit.

b) Une représentation synthétique de l'activité économique : la comptabilité nationale :

- présentation simple des objectifs de la comptabilité nationale ;
- les principaux apports de la comptabilité nationale pour comprendre

une situation économique dans une perspective macro-économique.

c) Le financement de l'économie :

- la monnaie, ses formes et ses fonctions ;
- la création monétaire ;
- le problème du financement et ses différentes solutions.

7. Le cadre social

a) La socialisation :

- le processus de socialisation ;
- le recensement des différents agents de la socialisation ;
- définition de leur spécificité/complémentarité.

b) Individu et groupes sociaux :

- approche descriptive des structures sociales ;
- classements ;
- stratification(s) et hiérarchie sociales.

c) Les phénomènes culturels :

- le concept de culture au sens sociologique du terme ;
- la différenciation sociale et les cultures de groupes ;
- unicité et pluralité culturelle au sein d'une même société.

La régulation des activités économiques et sociales

8. Économie et société de marché

a) Les mécanismes du marché :

- le marché d'un produit ;
- le calcul économique dans l'entreprise : les coûts.

b) Rôle et limites du marché :

- le marché comme mode de régulation ;
- les limites du marché :

- * l'action des entreprises sur le marché ;
- * l'existence d'une économie non marchande et les consommations collectives.

c) L'institutionnalisation du marché

9. Les institutions publiques

a) Les fondements sociaux et juridiques des institutions publiques.

b) Les politiques économiques et sociales :

- les politiques de redistribution ;
- relance et stabilisation.

c) Les limites de l'intervention économique et sociale de l'État :

- la crise de l'État-providence ;
- efficacité économique et justice sociale.

10. La régulation sociale

a) Individu et collectivité :

- opinions individuelle et collective ;
- le rôle des moyens de communication de masse ;
- sondages et opinion.

b) Le contrôle social :

- formes et modalités du contrôle à partir d'un petit nombre d'exemples ;
- le rôle des institutions : famille, école, État, entreprise ;
- conformité et déviance.

Science politique et société contemporaine

11. Pouvoir politique et régulation sociale

a) La notion de pouvoir.

b) Le pouvoir politique et sa spécificité.

c) Droit et régulation sociale.

12. Systèmes politiques et démocratie

a) La spécificité des systèmes démocratiques.

b) Les aspects institutionnels de la démocratie.

c) Les différents niveaux de décision politique.

13. Participation politique et citoyenneté

a) Règles et comportements électoraux.

b) Mobilisation et action collective.

c) Citoyenneté et lien social.

L'évolution économique et sociale : croissance, développement, déséquilibres

14. Introduction générale

- a) L'évolution de la production, de la consommation et du niveau de vie, de la population active et des structures sociales.
- b) Le rôle de l'État et des structures politiques.
- c) L'influence des valeurs.

On approfondira l'étude du processus de rationalisation des activités sociales à partir de l'analyse de Weber, éventuellement éclairée de prolongements contemporains.

15. Travail et emploi

- a) L'évolution de l'organisation du travail et ses liens avec la croissance.
- b) La relation entre le salaire et l'emploi.
- c) L'évolution de l'emploi et des qualifications, et les transformations des formes de l'emploi.

On approfondira l'étude de la division du travail à partir des analyses de Smith et de Marx, et l'étude de la relation salaire/emploi à partir des analyses des classiques, des néoclassiques et de Keynes, éventuellement éclairées de prolongements contemporains.

16. Investissement, capital et progrès technique

- a) Les déterminants de l'investissement.
- b) Les relations entre investissement et emploi.
- c) Les relations entre le progrès technique et la croissance.
- d) Les relations entre le progrès technique et l'emploi.

On approfondira l'étude des relations entre progrès technique et croissance à partir de l'analyse de Schumpeter, éventuellement éclairée de prolongements contemporains.

17. Ouverture internationale et mondialisation

- a) Libre échange, protectionnisme et croissance, intégration économique et croissance (prendre pour exemple l'Union européenne).
- b) Insertion dans les échanges internationaux et développement.
- c) Spécificités socioculturelles et mondialisation.

On approfondira l'étude du rôle de l'échange international dans le développement économique à partir de l'analyse de Ricardo éventuellement éclairée de prolongements contemporains.

18. Changement social et solidarités

- a) Le rôle du travail comme facteur d'intégration.

b) L'affaiblissement ou le renforcement des instances d'intégration et des solidarités qui s'y rattachent (seront retenues comme instances : l'État, l'école, la famille).

On approfondira l'étude de la nature et des formes du lien social à partir de l'analyse de Durkheim, éventuellement éclairée de prolongements contemporains.

19. Changement social et conflits

a) Mutations du travail et de l'emploi et conflits.

b) L'action collective au sein des sociétés contemporaines : nouvelles formes, nouveaux objets.

On approfondira l'analyse des relations entre conflits de classes et changement social développée par Marx, éventuellement éclairée de prolongements contemporains.

20. Changement social et inégalités

a) Les rapports entre idéal égalitaire et inégalités économiques et sociales.

b) Les relations entre croissance et inégalités.

c) Les déterminants et les enjeux de la mobilité sociale.

On approfondira l'étude des thèmes suivants :

- le développement de la société démocratique et l'égalisation des conditions à partir de l'analyse de Tocqueville, éventuellement éclairée de prolongements contemporains ;

- l'inégalité des chances, en prenant appui sur les travaux de Raymond Boudon et de Pierre Bourdieu.

21. Le rôle économique et social des pouvoirs publics

a) Intégration économique et politique conjoncturelle : le cas des pays de l'Union européenne.

b) L'action des pouvoirs publics sur les structures économiques et sociales : objectifs et contraintes.

c) État-providence et cohésion sociale.

On approfondira l'étude des thèmes suivants :

- le rôle économique des pouvoirs publics, à partir des travaux de Keynes et Friedman ;

- le rôle des pouvoirs publics en matière de consommations collectives, à partir des analyses d'Adam Smith éventuellement complétées par des éclairages contemporains.

2. Les sujets proposés aux épreuves écrites du CAPES externe

Les sujets de sciences économiques

Session de 1969 :

Après avoir présenté les principaux mécanismes de création des liquidités (en insistant sur les mécanismes d'émission de la monnaie), vous analyserez les raisons, d'ordre interne ou d'ordre international, pour lesquelles une économie peut se trouver en état de sur-liquidité ou, au contraire, de sous-liquidité, et vous exposerez les mesures, classiques ou modernes, que peuvent prendre les autorités monétaires pour ramener le volume des moyens de paiement mis à la disposition de l'économie à un niveau compatible avec les équilibres économiques fondamentaux. 6c.9b.17

Session de 1970 :

Les économies des pays industrialisés d'Europe occidentale, des États-Unis, du Japon, connaissent, depuis vingt-cinq ans, une croissance relativement régulière et, le plus souvent, rapide. Après avoir recensé les principaux facteurs de cette croissance et brièvement exposé les mécanismes de leur action, vous analyserez les raisons de ces performances. 9b.14a.16
17a.17b

Session de 1971 :

Vous analyserez, en vous appuyant plus particulièrement sur l'expérience de la planification française, le rôle de la planification « indicative » dans les économies capitalistes développées. 9b.21b

Session de 1972 :

L'évolution économique qu'ont connue, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays industrialisés d'Occident permet-elle d'établir une certaine liaison entre croissance et inflation, et, symétriquement, entre stabilité relative des prix et récession ? Comment peut-on l'expliquer, si elle est véritablement attestée ? Peut-on concevoir, pour ces pays, et à quelles conditions, une croissance dans la stabilité ? 8.9b.14a
21b

Session de 1973 :

Comment expliquer, apprécier, et, éventuellement, maîtriser le 4a.16.17

développement des firmes multinationales dans le monde économique d'aujourd'hui ?

Session de 1974 :

Quel rôle les matières premières jouent-elles dans la croissance économique ? 14a.17

Session de 1975 :

Qu'est-ce qu'une crise économique ? 14a

Session de 1976 :

Système fiscal et redistribution des revenus en France. 2c.3a.9b
9c.21b
21c

Session de 1977 :

Quelles fonctions le marché peut-il assurer dans une économie centralement planifiée ? 2c.8.9b
9c

Session de 1978 :

L'investissement est-il cause d'inflation ? 8.16a

Session de 1979 :

La concentration des entreprises est-elle compatible avec la logique des économies libérales ? 4a.8b.16a

Session de 1980 :

Face au chômage contemporain, faut-il poursuivre une politique de plein emploi ? 2c.9b.15c
21b.21c

Session de 1981 :

Y a-t-il inefficacité croissante des interventions économiques de l'État ? 2c.9b.9c
21b

Session de 1982 :

Politique industrielle et nouvelle division internationale du travail. 2c.9b.18
21a.21b

Session de 1983 :

La politique de lutte contre l'inflation est-elle compatible avec une politique de relance économique ? 9b.9c.21b

Session de 1984 :

Crise économique et protection sociale. 9b.9c.11
21c

Session de 1985 : Agriculture et politiques du développement économique.	9b.21b
Session de 1986 : L'investissement peut-il permettre aux pays capitalistes industrialisés de sortir de la crise actuelle ?	4b. <u>14a.16</u>
Session de 1987 : Les pays développés à économie de marché doivent-ils rechercher l'équilibre de leurs finances publiques ?	<u>2c.9b.9c</u>
Session de 1988 : Quels liens peut-on établir entre la désorganisation du système monétaire international et la crise économique actuelle des pays capitalistes industrialisés ?	14a. <u>17</u>
Session de 1989 : Protection sociale et réduction des inégalités dans les pays capitalistes industrialisés depuis la deuxième guerre mondiale.	2c.3a. <u>9b</u> 14. <u>21c</u>
Session de 1990 : Taux d'intérêt et investissement	6c.9b. <u>16a</u>
Session de 1991 : Progrès technique et emploi.	4b.4c.14a 15. <u>16d</u>
Session de 1992 : Épargne et investissement, autonomie ou dépendance ?	<u>3a.6c.16a</u>
Session de 1993 : Le budget : un instrument de politique économique.	2c.3a. <u>9b</u> 21a.21b
Session de 1994 : Tentatives de coordination et d'intégration monétaires depuis les années 70 : enjeux et problèmes.	6c.9b. <u>17a</u> <u>21a</u>
Session de 1995 : Les anticipations en économie : manifestations, interprétations.	3.4.8. <u>16</u> 17.21b
Session de 1996 : Croissance et développement	6b. <u>14.15</u> <u>16.17.21</u>

Session de 1997 :

Les analyses micro-économiques et macro-économiques du chômage sont-elles compatibles ? 15

Session de 1998 :

Le débat sur libre échange et protectionnisme est-il encore d'actualité ? 17

Les sujets de sciences sociales

Session de 1969 :

Entre un besoin naturel, l'alimentation, par exemple, et sa satisfaction, s'introduisent d'infinies diversifications socialement conditionnées. D'autre part, l'évolution socio-économique fait apparaître ou renforce des besoins, comme celui d'enseignement ou celui des vacances. Vous tenterez de dégager, à partir d'exemples précis, les significations sociales de l'évolution de certaines consommations, individuelles et collectives. Vous montrerez comment leurs variations prennent place dans un système social lui-même en changement. 3a,3b,14a
14c

Session de 1970 :

En quoi la possession de traits culturels particuliers contribue-t-elle à définir un groupe social ? 7b,7c

Session de 1971 :

Comment peut-on analyser l'évolution de la population active au cours des cinquante dernières années, dans les sociétés industrielles, et en tirer les éléments d'une prévision pour la prochaine décennie ? 2b,14a
15c

Session de 1972 :

La famille dans les sociétés industrielles d'aujourd'hui. Dans quelle mesure ses diverses fonctions s'y trouvent-elles transformées ? Quelle est l'importance de son rôle, tant pour l'individu que pour l'équilibre de la société ? 2a,3,7a
13b,18b

Session de 1973 :

Comment expliquer la difficulté que les sociétés contemporaines, même celles qui se veulent les plus égalitaires, ont à réduire les effets de détermination exercés par la position sociale des pères sur celle des fils ? 7a,20c

Session de 1974 :

L'analyse des conflits sociaux dans les sociétés capitalistes d'aujourd'hui permet-elle de parler d'une transformation de ces conflits, de leurs formes d'expression et de leurs modes de résolution ? 4c.7b.10b
19.13b

Session de 1975 :

Quelle signification attribuez-vous à la persistance, dans les sociétés industrielles, d'une certaine pauvreté que la croissance était supposée réduire ? 3a.14.20b

Session de 1976 :

Peut-on dire que la classe ouvrière des sociétés industrialisées a connu des changements structurels depuis la seconde guerre mondiale ? En particulier, l'expression « nouvelle classe ouvrière » vous paraît-elle pertinente, et convient-il de parler d'une tendance « à l'embourgeoisement » dans les milieux ouvriers ? 2b.4c.7b
7c.14a.
19a.20

Session de 1977 :

En mettant en évidence les transformations qui, dans la plupart des sociétés développées, affectent le monde rural depuis la fin de la seconde guerre mondiale, vous tenterez de déterminer dans quelle mesure il est aujourd'hui possible de parler de la paysannerie. 2b.7b.7c
14a

Session de 1978 :

Quelle signification sociologique attribuez-vous à l'évolution récente de la scolarisation en France ? 7a.18b
20c

Session de 1979 :

L'analyse de la consommation des ménages, dans un pays comme la France, permet-elle de déceler des tendances à la réduction des différences sociales ? 3.7b.14a
20a.20b

Session de 1980 :

Quelle importance attribuez-vous à l'âge comme critère de différenciation sociale dans la France d'aujourd'hui ? 3b.7b.7c
18b.20a
20b

Session de 1981 :

Comment analysez-vous l'évolution de la fécondité dans les pays d'Europe occidentale de 1945 à nos jours ? 2.3.15

Session de 1982 :

Travail et loisir en France aujourd'hui.

3.4c.7c
10b.15a
15b

Session de 1983 :

Vous analyserez les principaux changements qu'a connus la société française depuis le début des années cinquante.

3.10a.14
18.19.20

Session de 1984 :

Notion et place de l'enfance dans la société française depuis 1945. 7a.7b.18b

Session de 1985 :

Pourquoi se syndique-t-on ?

4c.7b.19

Session de 1986 :

La dimension sociale de l'entreprise.

4c.7b.18a
19a

Session de 1987 :

La nomenclature des catégories socioprofessionnelles en France : principes de construction, intérêt et limites pour l'analyse sociologique.

2b.3b.7b
15c

Session de 1988 :

Le vieillissement démographique.

3b.9b.18
20.21b
21c

Session de 1989 :

Principes et réalités de l'organisation sociale dans les pays socialistes industrialisés.

2.4c.7

Session de 1990 :

La mobilité sociale dans la France contemporaine : principales caractéristiques et interprétation.

7a. 20c

Session de 1991 :

Statut et place de la femme dans la société française contemporaine.

2.3.4c.7b
14a.15a
15c.18.20

Session de 1992 :

Après avoir rappelé le rôle des différentes instances de

7a.10b

socialisation, vous vous interrogerez sur leur complémentarité ou leur opposition. 18b

Session de 1993 :

Les transformations récentes de l'institution familiale. 2a.2b.18b
20c

Session de 1994 :

Les coûts individuels et collectifs de la mobilité sociale. 17.20c

Session de 1995 :

Dans quelle mesure la consommation joue-t-elle un rôle dans la socialisation de l'individu ? 3.7a.18b

Session de 1996 :

Opinion publique et communication de masse. 10a

Session de 1997 :

Suffit-il d'avoir des intérêts communs pour mener une action collective ? 4c.10.13b.
19

Session de 1998 :

Existe-t-il des lois du changement social ? 18.19.20

3. Les sujets donnés aux épreuves écrites du CAPES interne

Les sujets de sciences économiques

Session de 1988 :

Les mutations du système financier français 6c

Session de 1990 :

Le commerce extérieur de la France dans les années 1980 : 17b
instruments d'analyse et principaux résultats.

Session de 1992 :

Les modèles de développement économique des pays développés à économie de marché peuvent-ils valablement s'appliquer aux pays en voie de développement ? (Le candidat appuiera son raisonnement sur des analyses précises de cas). 9b.9c.14b
15a.16.17
21

Compositions à partir d'un dossier

De 1987 à 1992, années expérimentales, en quelque sorte, de ce nouveau concours, les candidats devaient réaliser, à l'écrit, deux types de travaux :

1. une dissertation ;
2. à partir d'un dossier de documents qui leur était fourni, une séquence pédagogique destinée à des élèves de lycée dont le niveau leur était précisé (cette épreuve s'intitulait « composition à partir d'un dossier ») ; quand le sujet de la dissertation était plutôt économique, le sujet de l'épreuve sur dossier était plutôt social, et inversement, ce qui explique qu'il n'y ait pas eu, en 1990 et en 1992, de dissertation de sciences sociales, et, en 1991, de dissertation d'économie.

La formule a été abandonnée à partir de la session de 1993. Depuis cette date, comme pour le CAPES externe, l'écrit consiste à traiter deux sujets de dissertation. En revanche, cette formule a été maintenue pour l'agrégation interne.

Voici, pour mémoire, les sujets de l'épreuve sur dossier :

Session de 1987 (niveau terminale B) :

L'évolution et les explications des transformations des marchés du travail dans les pays capitalistes industrialisés depuis le début des années 1970.

Session de 1988 (niveau seconde) :

Les dimensions sociales et culturelles de la consommation des ménages.

Session de 1989 (niveau première B)

Développement et actualité de l'État-providence en France.

Session de 1990 (niveau seconde) :

Des catégories socioprofessionnelles aux professions et catégories socioprofessionnelles : modes de construction et d'utilisation d'un instrument d'analyse des structures sociales.

Session de 1991 (niveau terminale B) :

L'endettement du tiers monde.

Session de 1992 (niveau terminale B) :

Les transformations de la famille depuis trente ans.

Session de 1993 :

Inflation et désinflation dans les pays développés à économie de marché depuis le début des années 70. 8.9b.9c
21b

Session de 1994 :

Faut-il réformer notre système de protection sociale ? 2c.9b.9c
14.21b
21c

Session de 1995 :

La mondialisation croissante des échanges est fréquemment présentée comme étant le facteur fondamental de la montée du chômage dans les pays développés. Dans quelle mesure cette analyse vous semble-t-elle pertinente ? 15b.15c
17

Session de 1996 :

L'État et le marché restent-ils des régulateurs concurrents de la vie économique ? 2c.8.9.17a
17b.21

Session de 1997 :

La concentration des entreprises : ses formes et ses enjeux dans l'économie contemporaine. 4.16a.16c

Session de 1998 :

Le partage du travail aujourd'hui dans les pays développés. 4c.15a
15c

Les sujets de sciences sociales

Session de 1987 :

Associées aux nouvelles technologies de la communication, les réformes des institutions visant à la décentralisation peuvent-elles induire des transformations en profondeur de la société française ? 2c.9a.12c
16c.16d.
18b.21b
21c

Session de 1989 :

La mobilité sociale. 2a. 7a.20c

Session de 1991 :

Peut-on parler d'une classe moyenne ou des classes moyennes dans la société française contemporaine ? 7b.20

Session de 1993 :

Dans une démocratie représentative, quels sont les déterminants du comportement des citoyens électeurs ? 2.3.7.9a
10.13a.
13c.14c

Session de 1994 :

Comment peut-on analyser le phénomène de désyndicalisation dans la France contemporaine ? 4c.7c.10b
14c.15.19

Session de 1995 :

Le vieillissement de la population dans les pays développés. 3.7.9b.9c
13a.14a.
18b.20a
20b

Session de 1996 :

Éducation et production des élites. 2a.7.10b
15c.18b
20

Session de 1997 :

La massification de l'enseignement est-elle synonyme de démocratisation dans la France contemporaine ? 18b.20c

Session de 1998 :

La pluralité culturelle est-elle possible au sein d'une même société ? 7c.18b
19b

4. Quelques remarques à propos de ces sujets

La simple lecture de ces 78 sujets⁵ de dissertation est déjà, en soi, riche d'enseignements. Elle l'est aussi bien en ce qui concerne notre discipline elle-même et son évolution qu'en ce qui concerne les sujets eux-mêmes. Pourtant, pour pouvoir faire un commentaire rigoureux de ces sujets et en tirer un maximum d'enseignements, il nous a semblé nécessaire de récapituler, pour chaque "chapitre" du programme, le nombre de fois qu'il avait servi de support (si on peut dire) aux sujets proposés, soit à titre principal, quand il était au centre du travail de réflexion proposé aux candidats, soit à titre

⁵. Correspondant aux 30 sessions du CAPES externe et aux 12 sessions du CAPES interne qui se sont déjà déroulées.

« accessoire », quand des informations pouvaient y être puisées pour compléter cette réflexion. On trouvera dans le tableau suivant le résultat de ce travail de récapitulation.

Essai de typologie

Avant de faire une analyse sommaire des principaux thèmes qui ont fait l'objet de sujets au CAPES, voici quelques remarques quant au libellé de ces sujets.

La première qui saute aux yeux est que les sujets de la fin des années 60 et du début des années soixante-dix étaient beaucoup plus longs qu'ils ne sont aujourd'hui, et, partant, *a priori* plus faciles à traiter puisque la problématique était transparente et le plan parfois fourni par le sujet lui-même, comme en économie en 1969, 1970, 1972 et 1973, ou en sciences sociales en 1969 et 1972.

Les sujets se raccourcissent rapidement, surtout en économie, pour adopter des formes que des collègues chevronnés considéreront comme classiques, mais qui, en général, déroutent, du moins au début de la préparation, les apprentis-professeurs de SES. C'est ainsi que, pour reprendre la terminologie que l'on trouve dans un des nombreux ouvrages de préparation à la dissertation du baccalauréat⁶, et sans rentrer dans les détails, on trouve :

1. Une dizaine de « sujets à énoncé interactif », plutôt en économie, où les deux termes du sujet sont reliés par une conjonction de coordination qui, en principe, et sauf comparaison entre deux phénomènes mis en parallèle, induit un plan en deux parties, avec, en I, « A implique B », et, en II, « B implique A » ;
2. Une douzaine de « sujets à énoncé-débat », aussi bien en économie qu'en sciences sociales, qui impliquent, eux, un plan « de type dialectique » ;
3. Pas moins d'une vingtaine de « sujets à énoncé-inventaire », dont le libellé commence par « Analysez... », « Expliquez... », « Quelle importance...? », etc., et ce, plutôt en sciences sociales.

Il semble, d'ailleurs, si l'on en croit les réactions et les performances des étudiants quand, dans le cadre de leur préparation, ils ont l'occasion d'affronter des sujets de dissertation du bac (sans les documents, bien entendu !), que ces derniers aient, à leurs yeux, un libellé moins clair que les sujets du CAPES dont la formulation est rarement très originale. Elle l'a été, toutefois, en 1995, en économie, au concours externe, ce qui a suscité une réaction

⁶ Cf. Guy Lafargue et Monique Saubadu-Beyrie, *Économie : l'épreuve sur documents (bac)*, Hachette éducation, collection « Méthodes », 1990, pages 19 et 46.

vigoureuse de l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales (APSES). Aussi, le nouveau président du jury a promis que, désormais, les sujets seraient « classiques », ce qui s'est vérifié lors des sujets des sessions suivantes, particulièrement en économie. Quoi qu'il en soit, heureusement que les candidats au bac, de leur côté, ont des documents à leur disposition pour canaliser leur réflexion !

Les thèmes privilégiés par les sujets du CAPES

Un bref commentaire du tableau récapitulatif qui suit doit nous permettre de les mettre en valeur.

Notons, tout d'abord, que la plupart des sujets concernent les pays capitalistes industrialisés, au premier rang desquels on trouve la France, parfois explicitement. En revanche, les pays qu'on appelait jusqu'à récemment « socialistes industrialisés », au programme jusqu'à la session 1994, ont fait l'objet de très peu de sujets : deux, directement (en économie en 1977 et en sciences sociales en 1989), et un, indirectement. De même, les pays en voie de développement ont fait l'objet d'assez peu de sujets, surtout dans la période récente, et ces sujets étaient essentiellement économiques. Ils ont d'ailleurs disparu des programmes en tant que tels à la rentrée 1998.

Par ailleurs, comme on pouvait s'en douter, la conjoncture n'est pas sans influencer les auteurs des sujets, mais plutôt en économie, ce qui n'est tout de même pas vraiment une surprise.

Cette influence apparaît, en effet, plus faible en sciences sociales. Quelques sujets font exception, en particulier dans la période récente : au CAPES externe, celui de 1989 consacré aux sociétés de l'Europe centrale donné quelques mois avant la chute du mur de Berlin, et, au CAPES interne, ceux de 1997 sur la massification de l'enseignement et de 1998 sur la pluralité culturelle. Quant aux sujets donnés en 1988 au concours externe et en 1995 au concours interne sur le vieillissement démographique, ils font écho aux sujets donnés en économie en 1984, 1989, voire 1987 au concours externe et en 1995 au concours interne sur les difficultés liées au financement de la protection sociale.

En fait, les sujets de sciences sociales concernent presque essentiellement les thèmes classiques de la sociologie : socialisation, structures et inégalités sociales, mobilité sociale. Bizarrement, l'entreprise, très peu présente dans les sujets du CAPES malgré sa place au cœur du processus de production, apparaît plus dans les sujets de sciences sociales que d'économie, essentiellement comme instance de socialisation, lieu de vie et de... conflits.

RÉPARTITION DES SUJETS PAR « CHAPITRES »⁷

1969-1998						1984-1998			
Sciences économiques		Sciences sociales		ensemble		Sciences économiques		Sciences sociales	
« Support »									
pr.	acc.	pr.	acc.	pr.	acc.	pr.	acc.	pr.	acc.

La vie économique et sociale

2	1	9	5	8	6	17	1	3	3	6
3	2	3	5	9	7	12	1	3		5
4	2	5	5	4	7	9	1	4	4	3

Mécanismes économiques et organisation sociale

6	2	4			2	4	1	4		
7			15	12	15	12			8	8
8	3	4			3	4	1	2		
9	16	5	1	3	17	8	8	4		3
10			1	9	1	8			1	5
11										
12			1		1				1	
13			2	2	2	2			2	1

L'évolution économique et sociale : croissance, développement, déséquilibres

14	5	4	2	8	7	12	3	4		4
15	5	2	1	7	6	9	4	1		5
16	8	3		1	8	4	6	2	0	1
17	10	3			10	3	6	3		
18		1	8	9	8	10			5	7
19			6	3	6	3			4	2
20			13	5	13	5			7	4
21	8	9		3	8	12	4	7		2

Note : « pr. » signifie « principal » et « acc. », « accessoire ».

⁷. Les chapitres 1 et 5, qui correspondent à l'introduction et à la conclusion du cours de seconde n'ont pas vraiment été, jusqu'à présent, concernés, de près ou de loin, par un quelconque sujet ; ils ne sont donc pas mentionnés dans ce tableau.

En revanche, les sujets d'économie sont, eux, assez logiquement, marqués par leur époque.

Ainsi, les premiers sujets, donnés à la fin des « trente glorieuses », à un moment où la croissance est encore relativement forte, se préoccupent surtout, dès avant le premier choc pétrolier, de la maîtrise de l'inflation, ce qui montre bien, remarquons-le au passage, que l'on avait déjà conscience, avant le déclenchement de ce qu'on allait appeler "la" crise, de l'existence de tensions inflationnistes.

Après le déclenchement de cette crise, les sujets qui la concernent plus ou moins directement se multiplient.

Parmi eux, on aurait raisonnablement pu s'attendre à ce que la montée du chômage, facteur d'exclusion et d'inégalités, fasse l'objet de nombreux sujets. Ce n'est pas vraiment le cas. Seuls deux d'entre eux, en 1980 et en 1997 au concours externe, s'y intéressent directement, d'autres ne le concernant qu'indirectement, comme celui du concours interne de 1998 sur le partage du travail.

En revanche, après le premier choc pétrolier, si l'inflation reste une préoccupation majeure, s'y ajoute désormais la capacité de l'État à la maîtriser. Ce dernier est, d'ailleurs, fréquemment à l'ordre du jour dans les sujets. Il est vrai que les politiques keynésiennes se sont révélées, dans les années soixante-dix, impuissantes à rétablir une croissance équilibrée. Cette relative impuissance a accru l'idée, chère aux libéraux, que l'État, par ses interventions jugées excessives, y compris en matière de protection sociale, aurait perverti le fonctionnement de l'économie de marché et freiné l'activité productive. Il aurait ainsi, disent-ils, précipité, voire provoqué, la crise, crise qu'il serait désormais incapable de combattre efficacement. La fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt sont donc marqués par la remise en cause de l'État-providence et l'arrivée au pouvoir dans de nombreux pays, parmi les plus puissants, de dirigeants favorables au libéralisme, à l'exception de la France⁸. L'État fait donc, plus ou moins directement, l'objet de nombreux sujets, notamment de tous (!) les sujets d'économie de 1980 à 1984, voire de celui de 1985. Et il est encore présent dans les sujets de 1987, 1989 et 1993, ainsi que dans celui du concours interne de 1996.

⁸. Mais, on le sait, les socialistes, arrivés au pouvoir en 1981, finiront par accepter l'économie de marché, rétablir, à l'aide d'une politique dite « de rigueur », et cela au nom de l'efficacité productive et de la contrainte extérieure, les marges de profit des entreprises, et même faire de la privatisation, d'abord « rampante » et aujourd'hui ouverte.

De son côté, l'investissement, jugé insuffisant dans les années 70, est au centre de trois sujets sur 7 de 1986 à 1993. C'est, pour les concepteurs des sujets, la grande préoccupation du moment. On y trouve sous-jacentes les grandes inquiétudes de l'époque : peut-il permettre aux pays développés à économie de marché de sortir de la crise ? L'insuffisance de l'épargne et le niveau élevé des taux d'intérêt réels ne risquent-ils pas de le freiner ?

Enfin, l'ouverture internationale, qui se poursuit malgré certaines velléités protectionnistes, est aussi très présente dans les sujets des années récentes : en 1982, 1988, 1990, 1994 au concours externe, et en 1995 au concours interne.

Au vu des sujets des dernières années, on peut dire que certains chapitres économiques du programme apparaissent comme essentiels : ceux qui concernent la crise, l'ouverture internationale, les mutations de l'appareil productif et, surtout, l'État. Au fond, on pourrait sans doute résumer la philosophie des auteurs des sujets en disant que, selon eux, la crise n'est pas simplement conjoncturelle. C'est, en fait, une mutation profonde de l'appareil productif – Troisième révolution industrielle ? Crise du fordisme ? Mise en place d'un nouveau mode de régulation ? –, qui est accompagnée d'une ouverture internationale et d'une contrainte extérieure croissantes, et qui suscite nombre d'interrogations quant au rôle d'un État à qui on demande tout à la fois de se désengager, pour rendre l'appareil productif plus efficace, et de protéger les victimes de changements économiques et sociaux douloureux.

Nous avons évoqué les chapitres « sociologiques » et « économiques » qui nous paraissent essentiels. Ce bref tour d'horizon ne serait pas complet si nous ne faisons pas deux dernières remarques :

1. Le caractère interdisciplinaire des SES transparait dans le fait que certains chapitres servent à alimenter la réflexion sur des questions économiques aussi bien que sociales : c'est le cas, notamment, des chapitres qui concernent l'entreprise, la population active, la consommation et les revenus ;

2. Si certains chapitres sont essentiels, tous sont incontournables dans la mesure où, à chaque épreuve, le sujet est imposé ; la moindre impasse risque donc d'être catastrophique, d'abord, parce que, si certaines questions n'ont jamais fait l'objet d'un sujet, cela ne veut pas dire que cela ne sera pas le cas un jour, ensuite, parce que certains chapitres, s'ils se prêtent mal à des sujets de dissertation (la comptabilité nationale, par exemple), n'en sont pas moins utiles à la compréhension des mécanismes (économiques dans l'exemple cité).